

RAPPORT DE LA 53^{ÈME} SESSION DU GROUPE CONSULTATIF COMMUN DE L'ITC

Genève, 2 juillet 2019

Mission de l'ITC:

Améliorer une croissance et un développement inclusifs et durables dans les pays en développement, et en particulier dans les pays les moins avancés et les pays dont l'économie est en transition, grâce à l'amélioration de la compétitivité internationale des MPME.

Les désignations employées et les documents présentés dans cette publication n'impliquent aucune expression du Centre du commerce international sur le statut juridique de tout pays, territoire, ville ou région ou de ses autorités, ou concernant la délimitation de ses frontières ou limites.

Juillet 2019

Original: anglais

Groupe consultative commun du Centre du commerce international

Cinquante-troisième session

Genève, 2 juillet 2019

© Centre du commerce international 2019

ITC/AG(LIII)/276

Contenu

Session d'ouverture	1
Propos liminaires du président de la 52 ^{ème} session.....	1
Propos liminaires de la présidente de la 53 ^{ème} session.....	1
Discours du Directeur général de l'OMC.....	2
Discours du Secrétaire général de la CNUCED.....	3
Discours de la Directrice exécutive de l'ITC.....	4
Commerce pour la transformation structurelle	6
Allocution de la Secrétaire générale du COMESA	6
Allocution du Commissaire Industrie et Promotion du Secteur privé, Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)	6
Déclaration du Ministre Adjoint, Ministère du Commerce de la République de l'Union du Myanmar	7
Déclarations des délégations	7
But en faveur du commerce – l'emploi des jeunes grâce au sport	10
Déclaration du Ministre du Commerce de la République de Guinée	10
Allocution du Secrétaire Général de la Fondation UEFA pour l'enfance	11
Présentation du Rapport de synthèse de l'évaluation annuelle 2019	11
Session de clôture	12
Résumé de la Présidente	12
Discours de clôture de la Directrice exécutive	13

Rapport de la 53^{ème} session du Groupe consultatif commun de l'ITC

Genève, 2 juillet 2019

Session d'ouverture

Propos liminaires du président de la 52^{ème} session

1. M. Jaime Coghi Arias, Ministre Conseiller, Mission permanente du Costa Rica auprès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), au nom du président de la 52^{ème} session du Groupe consultatif commun, l'ancien ambassadeur M. Alvaro Cedeño Molinari du Costa Rica, a ouvert la 53^{ème} session.
2. M. Coghi Arias a indiqué que la présidence du Groupe consultatif commun par le Costa Rica avait couvert une année au cours de laquelle l'ITC avait constaté un certain nombre de réalisations remarquables, notamment l'impact de ses interventions au niveau des pays. Il a fait référence à des réalisations telles que : le lancement de nouveaux outils d'analyse des exportations et l'introduction de nouvelles interventions de l'ITC sur le terrain.
3. M. Coghi Arias a ajouté que l'ITC réalisait des projets dans des pays et des régions confrontés aux problèmes de développement les plus complexes. L'ITC aborde cette complexité en se servant de son agilité et de l'innovation pour fonctionner efficacement dans différents contextes.
4. Il a exprimé sa confiance en la capacité de l'ITC à concrétiser le commerce vertueux et a encouragé les membres et les organisations partenaires à maintenir la collaboration avec l'ITC à cet effet.

Propos liminaires de la présidente de la 53^{ème} session

5. S.E. Mme Terhi Hakala, Ambassadrice, Mission permanente de la Finlande auprès de l'Office des Nations Unies et des organisations internationales à Genève, a pris ses fonctions de Présidente de la 53^{ème} session du Groupe consultatif commun.
6. Dans son propos liminaire, l'Ambassadrice Hakala a répété que le rôle de l'ITC était de faire du commerce une réalité. Grâce à son expertise, son savoir-faire et son engagement auprès de partenaires stratégiques, l'ITC facilite le commerce vertueux : un commerce qui favorise une croissance équitable, socialement inclusive et respectueuse de l'environnement. L'ITC accorde la priorité aux micros, petites et moyennes entreprises (MPME), car elles emploient le plus grand nombre de personnes et sont donc essentielles pour parvenir à une croissance inclusive.
7. L'Ambassadrice Hakala a déclaré que les interventions de l'ITC s'alignaient étroitement avec les priorités de la Finlande en matière de coopération pour le développement. En tant que telle, la Finlande apprécie la capacité de l'ITC à obtenir d'excellents résultats concernant l'amélioration de la vie des personnes. Elle a évoqué les interventions de l'ITC

spécifiques à chaque pays en 2018, dont 86 % étaient axées sur les pays et les communautés où une croissance inclusive, équitable et verte est le facteur le plus important, à savoir : les Pays les moins avancés (PMA), les pays en développement sans littoral (PDSL), les petits États insulaires en développement (PEID), les petites économies vulnérables (PEV) ainsi que les états fragiles et les pays sortants d'un conflit.

8. Grâce à ses projets sur le terrain, l'ITC a pu : connecter les MPME aux chaînes de valeur internationales, les soutenir face aux questions du changement climatique et établir des partenariats avec les gouvernements pour relever les défis auxquels sont confrontées les femmes entrepreneurs. Elle a cité des exemples d'interventions de l'ITC dans les secteurs du textile et de la transformation agro-alimentaire au Maroc ainsi que dans les secteurs du thé, du café et des fleurs coupées au Kenya.
9. Elle a également attiré l'attention sur la contribution de l'ITC à la Déclaration de Buenos Aires sur le commerce et l'autonomisation économique des femmes, dont la Finlande est un fervent défenseur, compte tenu de la priorité accordée par le pays à l'amélioration des droits et du statut des femmes et des filles. L'Ambassadrice a ajouté que la Finlande souhaitait également soutenir les pays en développement pour le renforcement et la diversification de leurs économies tout en restant plus inclusifs. Elle a en outre noté que le renforcement de la compétitivité des MPME est essentiel pour y parvenir.
10. L'Ambassadrice Hakala a conclu en soulignant l'importance de la réunion du Groupe consultatif commun en tant qu'occasion pour les participants de la communauté du commerce et du développement d'examiner les interventions de l'ITC, d'encourager celles à succès et de mettre en évidence celles nécessitant des améliorations.

Discours du Directeur général de l'OMC

11. M. Roberto Azevêdo, Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), a souligné que la réunion se déroulait à un moment important pour la communauté du commerce et du développement. Il a en outre fait remarquer que c'était l'occasion d'examiner les réalisations de l'ITC au cours de l'année écoulée, de visualiser les défis en perspective et d'entrevoir les moyens par lesquels le pôle commercial de Genève : OMC, CNUCED et ITC, pourrait maintenir et renforcer leur collaboration afin de rendre le commerce plus inclusif.
12. M. Azevêdo a reconnu que l'année 2018 était une année d'intense activité pour l'ITC, une année au cours de laquelle des changements concrets sont survenus sur le terrain. Il a cité des exemples d'interventions de l'ITC en Afrique de l'Ouest, en Afghanistan et au Rwanda, notant que 18 500 entreprises ont amélioré leur compétitivité internationale grâce à divers projets de l'ITC.
13. M. Azevêdo a salué l'initiative SheTrades de l'ITC et a indiqué l'alignement de l'OMC pour le soutien de l'autonomisation des femmes dans l'économie mondiale. Il a souligné qu'en 2018, près de 4 000 femmes entrepreneurs ont été formées dans le cadre de cette initiative, ce qui leur a permis d'améliorer la compétitivité internationale de leurs entreprises.
14. Il a noté que la collaboration entre l'ITC et l'OMC couvrait un certain nombre de domaines et de projets, notamment : plusieurs aspects des interventions régulières de l'OMC concernant les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) et les obstacles techniques au commerce (OTC), les accessions et le renforcement des capacités, ainsi que des outils

numériques tels que le Portail Coton et l'outil ePing. En outre, les trois organisations ont lancé en commun l'outil Global Trade Helpdesk et collaborent pour le développement d'un site Web visant à mettre en évidence la contribution du commerce à l'atteinte des objectifs de développement durable.

15. L'OMC a publié un rapport soulignant que les turbulences générées par les tensions commerciales actuelles se poursuivaient, les flux commerciaux étant frappés par de nouvelles restrictions commerciales. M. Azevêdo a toutefois suggéré que les résultats du sommet du G20 à Osaka devraient nous encourager, compte tenu de l'attitude globalement positive à l'égard du système commercial multilatéral. Il a souligné que le seul moyen de renforcer le système dans un monde en mutation est d'être préparé à apporter des modifications à ce système. À cet égard, il a souligné que nous devons rester centrés sur le rôle du commerce dans la promotion du développement et la lutte contre la pauvreté.

Discours du Secrétaire général de la CNUCED

16. M. Mukhisa Kituyi, Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), a déclaré que les conditions exceptionnelles du multilatéralisme posent aujourd'hui de nouveaux défis à ceux qui souhaitent que le commerce serve le développement. Il s'est félicité des efforts déployés par l'ITC pour adapter ses nouvelles stratégies de connexion des MPME aux marchés internationaux, dans le contexte des changements mondiaux.
17. Se référant à la récente réunion des ministres du commerce et de l'économie du G20 à Osaka, il a souligné l'importance d'inclure tous les pays dans le débat lors de l'examen des défis du développement mondial. Les laissés pour compte et les opposants à la mondialisation doivent être invités, en particulier lors des débats qui visent des solutions à leurs problèmes.
18. M. Kituyi a mis en exergue l'outil Global Trade Helpdesk, dont l'objectif consiste à fournir aux plus vulnérables l'accès à des informations cruciales afin de leur permettre de tirer parti des ouvertures offertes par le marché. Il a ajouté qu'il souhaitait également une coordination plus étroite lors de la collecte de données sur les mesures non tarifaires, un autre domaine où la CNUCED, l'OMC et l'ITC partagent des intérêts concrets.
19. M. Kituyi a souligné la satisfaction concernant l'assistance apportée par l'ITC à l'OMC et la CNUCED dans leurs travaux statistiques en vue de suivre les progrès accomplis par rapport aux objectifs du Programme de développement durable des Nations Unies à l'horizon 2030. À cet égard, il a noté que la CNUCED avait lancé SDG Pulse, un portail statistique qui fournit en direct des mises à jour des données sur les objectifs de développement durable. Il a exhorté les trois organisations à trouver des solutions pratiques pour la répartition des responsabilités afin de réduire les doubles emplois, améliorer l'efficacité, renforcer la collaboration et générer des résultats concrets.
20. M. Kituyi a remercié Arancha González et l'équipe de direction de l'ITC pour leur forte participation au premier Forum africain des comités nationaux de facilitation des échanges, organisé par la CNUCED à Addis-Abeba en novembre 2018.
21. En se référant à la zone de libre-échange continentale africaine (AfCFTA), M. Kituyi a noté que les méthodes novatrices de l'ITC pour l'encadrement des MPME constituent un socle pour la concrétisation de l'AfCFTA.

22. En conclusion, M. Kituyi a également salué les efforts déployés par l'ITC, en particulier concernant la connexion des petites entreprises au commerce mondial. Il a souligné que la CNUCED espérait renforcer son partenariat avec l'ITC.

Discours de la Directrice exécutive de l'ITC

23. Mme Arancha González, directrice exécutive de l'ITC, a remercié le Costa Rica pour sa direction de la 52^{ème} session du Groupe consultatif commun ainsi que l'Ambassadrice Hakala d'avoir accepté la présidence de la 53^{ème} session du Groupe consultatif commun.
24. Mme González a noté que 2018 et 2019 étaient les années les plus difficiles et en même temps les plus intéressantes pour l'ITC. Le commerce est devenu un élément central du débat géopolitique mondial et le rôle des MPME dans la promotion de la croissance inclusive est également devenu une priorité absolue. Elle a ajouté que le pôle commercial de Genève avait la responsabilité de dissiper les mythes et de présenter les faits sur le commerce.
25. Remerciant le Directeur général de l'OMC et le Secrétaire général de la CNUCED de continuer à apporter leur soutien à l'ITC, Mme González a expliqué que les trois organisations remplissaient des mandats complémentaires : rendre le commerce possible, le concrétiser et rendre l'économie mondiale davantage bénéfique pour les populations des pays en développement. Elle a donné des exemples de leur collaboration, faisant référence à l'outil Global Trade Helpdesk, au site Web de surveillance des objectifs de développement durable et au partenariat collectif sur la facilitation des échanges et l'autonomisation économique des femmes.
26. Mme González a souligné que l'ITC continuerait à "combler le vide" en intervenant dans des domaines où le marché n'est pas actif. Elle a souligné que les MPME qui emploient davantage de personnes, paient des salaires plus élevés, proposent de meilleures conditions de travail et mettent en pratique plus d'innovation. Et lorsqu'elles parviennent à se connecter aux chaînes de valeur internationales, les gains qui en résultent sont plus largement répartis dans la société. Par exemple, en se connectant à l'économie mondiale, les pays tels que la Chine, la Colombie, le Bangladesh et le Kenya ont connu une croissance plus rapide qu'il n'en aurait été autrement.
27. En dépit des gains, le développement impulsé par le commerce est actuellement confronté à deux difficultés graves. Premièrement, cette économie mondiale ouverte est elle-même menacée par de nouvelles restrictions commerciales et, deuxièmement, la technologie modifie profondément la transformation structurelle. Pour faire face à ces nouvelles réalités, il faut à la fois : ouvrir les marchés, tirer le meilleur parti de l'accès au marché existant, ajouter de la valeur à tous les niveaux et veiller à ce que les gains soient inclusifs.
28. L'ITC s'emploie à promouvoir une valeur ajoutée plus forte et plus durable et à mieux capter cette valeur ajoutée dans tous les domaines. Mme González a noté que les interventions de l'ITC avaient généré une augmentation des investissements privés. Par exemple, en 2018, l'ITC a catalysé des investissements dans le secteur caribéen de la noix de coco, dans le secteur textile en Éthiopie, pour les producteurs de safran afghans, les agro-transformateurs marocains, les producteurs de thé et de café kényans et les startups ougandaises de la fintech. De même, l'édition de l'année écoulée des Perspectives de la compétitivité des PME était axée sur la promotion des écosystèmes d'affaires à l'ère du numérique.

29. Elle a également souligné les efforts déployés au Myanmar pour élaborer et mettre en œuvre une stratégie nationale d'exportation, efforts qui ont déjà permis de faire mieux respecter les normes de santé et de sécurité dans le secteur des oléagineux, ce qui s'est traduit par une augmentation des revenus des producteurs d'oléagineux du pays.
30. Parallèlement à sa focalisation sur les MPME, l'ITC met également un accent particulier sur l'autonomisation des femmes, des jeunes et des communautés vulnérables pour leur permettre d'exploiter les ouvertures du marché international. À cet égard, l'année dernière, l'ITC a lancé SheTrades Invest, SheTrades Commonwealth, SheTrades MENA et les volets nationaux SheTrades en Zambie et en Gambie. En 2019, l'ITC lancera SheTrades AfCFTA au Forum mondial pour le développement des exportations (WEDF) à Addis-Abeba.
31. Mme González a également souligné que l'ITC avait soutenu les réfugiés et les communautés d'accueil des camps de réfugiés de Dadaab et de Kakuma au Kenya pour leur accès aux marchés internationaux. En outre, le projet Youth Empowerment Project (YEP!) de l'ITC a encouragé le renforcement des compétences et l'accès au financement afin de créer des possibilités de travail décent pour les jeunes entrepreneurs en Gambie.
32. Mme González a souligné la demande croissante pour les interventions de l'ITC. En 2018, l'ITC a réalisé des dépenses record d'assistance technique de \$100 millions. En outre, les dépenses extrabudgétaires, qui se sont établies à \$64 millions, ont été supérieures de 38% à celles de l'année précédente et de 15% au-dessus du point culminant précédent. L'ITC estime avoir utilisé ces dépenses pour atteindre une valeur d'exportation et d'investissement de \$1,1 milliard, soit environ \$17 en transactions internationales d'exportation et d'investissement pour chaque dollar dépensé. En dépit d'un environnement financier contraignant, l'ITC a signé des accords de subvention d'une valeur de \$165 millions en 2018 : les subventions étaient plus importantes, de plus longue durée et provenaient d'un pool de sources plus variées que jamais.
33. Elle a également noté qu'en 2018, l'ITC avait pu diversifier ses sources de financement en établissant de nouveaux partenariats et en renforçant d'anciens partenariats, le secteur privé devenant un partenaire de plus en plus important. En 2018, l'ITC s'est associé au détaillant suisse Coop pour encourager des investissements supplémentaires dans les secteurs du cacao et de l'igname au Ghana. L'ITC a également collaboré avec UPS et Maersk pour soutenir les femmes dans le commerce, DHL pour développer le commerce en ligne au Rwanda et Huawei pour renforcer les capacités de services. L'ITC a sécurisé des financements à hauteur de \$232 millions pour la mise en œuvre de projets en 2019 et au-delà.
34. La directrice a exhorté les organisations qui appellent au développement durable à prêcher par l'exemple. L'ITC est désormais neutre en carbone et continue de mettre l'accent sur l'égalité entre les sexes à tous les niveaux professionnels. De même l'organisation a renforcé la présence de son personnel dans les pays en développement et renforcé sa présence au niveau national en recrutant des experts locaux. Dans le but de créer «Un seul et unique ITC», l'organisation accueille à son siège cette semaine plus de cinquante membres du personnel affectés aux projets sur le terrain.
35. Mme González a conclu son propos en remerciant les bénéficiaires et les bailleurs de fonds pour la confiance accordée à l'ITC et a appelé à la poursuite du soutien et du partenariat.

Commerce pour la transformation structurelle

Allocution de la Secrétaire générale du COMESA

36. S.E. Mme Chileshe Mpundu Kapwepwe, Secrétaire générale du Marché commun de l'Afrique australe et orientale (COMESA), a souligné que le COMESA avait adopté une approche axée sur le développement dans son programme d'intégration régionale, qui continue de placer le commerce au centre de ses préoccupations et de tirer parti de la réalisation de la zone de libre-échange continentale africaine (AFCFTA) et d'une union douanière.
37. Dans le cadre du commerce pour la transformation structurelle, le COMESA va adopter un accord de libre-échange numérique axé sur le commerce en ligne. Les instruments développés dans le cadre de l'accord de libre-échange numérique comprennent : les certificats d'origine numériques, le guichet unique et un portail de commerce en ligne. Mme Kapwepwe a ajouté que des portails de facilitation des échanges sont actuellement mis en place dans dix États membres du COMESA. Le COMESA donne également plus d'importance à l'industrialisation en regroupant les MPME à tous les niveaux de la chaîne de valeur afin de réaliser des volumes suffisants et de répondre aux demandes du marché.
38. Mme Kapwepwe a déclaré que le COMESA accordait de l'importance à l'inclusivité, en particulier des femmes et des jeunes. Elle a également reconnu que, même si de nombreux travaux sur le développement des infrastructures sont en cours dans la région, il reste encore beaucoup à faire pour réduire le clivage entre les besoins et les infrastructures en place, améliorer l'accessibilité à l'énergie et améliorer la connectivité et la disponibilité des technologies de l'information et de la communication (TIC). À cet égard, le capital humain est essentiel pour la région car la plupart des industries du COMESA sont à forte intensité de main-d'œuvre et, au bout du compte, le capital humain reste le moteur de l'innovation. Elle a également cité des exemples où le COMESA appuie les États membres pour qu'ils atteignent leurs objectifs et a rappelé les résultats obtenus, tels que : les exportations zimbabwéennes de chaussures en Amérique du Sud, la reprise des exportations malgaches de litchi et la fourniture d'uniformes aux services publics par des groupements malawiens de textiles et d'habillement.
39. La Secrétaire générale a remercié l'ITC pour son partenariat fructueux avec le COMESA. Elle a expliqué que l'ITC avait donné au COMESA et à ses États membres l'accès à des connaissances spécialisées et à un appui technique dans les domaines suivants : le développement des chaînes de valeur, les normes, les mesures sanitaires et phytosanitaires, les barrières tarifaires, l'autonomisation économique des femmes et des jeunes. L'ITC a également facilité la mobilisation de partenaires et de ressources supplémentaires pour des projets aux niveaux régional et national. En conclusion, elle a également reconnu les contributions de l'OMC et de la CNUCED au COMESA, soulignant qu'il était nécessaire de renforcer, de renouveler et d'établir une collaboration avec tous les partenaires de la Communauté économique régionale.

Allocution du Commissaire Industrie et Promotion du Secteur privé, Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)

40. M. Mamadou Traoré, Commissaire Industrie et Promotion du Secteur privé de la CEDEAO a indiqué que 63% de la population de la Communauté avait actuellement moins de 25 ans. La région fait des progrès significatifs dans plusieurs domaines, notamment : l'harmonisation des politiques économiques, la mise en œuvre de projets et de

programmes communs et la construction d'un marché commun, d'une union douanière et d'une union monétaire. Il a souligné que beaucoup d'efforts étaient déployés pour améliorer la performance économique de la région.

41. M. Traoré a également souligné que l'accord relatif aux échanges commerciaux entre l'Afrique de l'Ouest et le Pacifique constituait une occasion de croissance économique, tout en reconnaissant l'engagement des États membres de la CEDEAO sur le marché continental. M. Traoré a ajouté que la CEDEAO avait élaboré plusieurs programmes et politiques de protocole qui faciliteraient son intégration dans le marché commun. Il a également reconnu le rôle important joué par les divers partenaires techniques et financiers dans leur engagement auprès de la CEDEAO, notamment dans la formulation et la mise en œuvre des divers programmes visant à renforcer les capacités productives, la transformation du secteur privé et l'augmentation des exportations en Afrique de l'Ouest.

Déclaration du Ministre Adjoint, Ministère du Commerce de la République de l'Union du Myanmar

42. S.E. M. U Aung Htoo, Ministre Adjoint au Ministère du Commerce de la République de l'Union du Myanmar, a indiqué que, dans le but de renforcer son secteur commercial, le Myanmar collaborait étroitement avec ses partenaires et associations pour le développement. L'ITC a coopéré avec le Myanmar pour l'élaboration d'une stratégie nationale d'exportation et dans de nombreux autres domaines, tels que le tourisme. M. Htoo a déclaré que les efforts visant à encourager l'activité du secteur privé et à libéraliser l'économie avaient été largement pris en compte dans le nouveau programme de développement économique à long terme, et que les réformes législatives récentes visaient à renforcer davantage l'engagement du secteur privé. De plus, le gouvernement du Myanmar continue à encourager le développement du secteur privé de manière équitable et inclusive. À titre d'exemple, de nombreux projets d'infrastructure sont en cours de développement dans le cadre de divers partenariats public-privé (PPP). M. Htoo a attiré l'attention sur le fait que le plan de développement durable du Myanmar insiste sur la nécessité d'un secteur privé compétitif et dynamique pour la création d'emplois et le développement économique.
43. Le Myanmar a toujours soutenu le système commercial multilatéral et M. Htoo a souligné que la mise en œuvre par le pays de l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges en était un exemple. Le Myanmar s'est également efforcé d'atteindre les objectifs de développement durable.
44. M. Htoo a conclu en notant que le Myanmar s'était engagé à collaborer étroitement avec tous les partenaires de développement, en particulier l'ITC. Il a encouragé et appelé à soutenir les initiatives de développement telles que le programme EU-ARISE Plus dont le lancement est imminent.

Déclarations des délégations

45. Les délégués ont salué l'excellent déploiement de l'ITC pour promouvoir une croissance inclusive et durable. Ils ont noté que le commerce concourait fortement au développement durable et au Programme de développement durable des Nations Unies à l'horizon 2030.

À cet égard, l'ITC joue un rôle important dans la promotion du commerce en vue du développement économique et de la croissance dans les pays en développement, en particulier dans les pays les moins avancés.

46. De nombreux délégués ont appelé à un soutien accru au multilatéralisme, reconnaissant que le système commercial multilatéral constituait un important moyen d'assouplissement face aux défis mondiaux complexes. Les organisations multilatérales telles que l'OMC ont été reconnues essentielles pour permettre l'intégration des pays dans le système commercial multilatéral. Cette opinion a été reprise par certains participants pour qui "si l'ITC n'existait pas, il faudrait le créer", appuyant cette déclaration par le constat que la démarche de l'organisation visant à renforcer l'inclusion économique et sociale permet aux pays de bénéficier d'un système commercial règlementé.
47. Les pays ont exprimé leur souhait que l'ITC continue à soutenir les groupes marginalisés et vulnérables afin d'améliorer la situation des plus démunis et des personnes à la base de la pyramide. Un délégué a affirmé que l'ITC devait continuer à faire des efforts pour démontrer que l'organisation offre des possibilités de revenus aux plus pauvres.
48. Les délégués ont noté que dans les environnements favorables, les résultats peuvent être plus durables, ce qui n'est pas le cas dans des environnements difficiles ; ils ont donc salué les interventions de l'ITC dans les PMA et les états fragiles et les pays sortants d'un conflit. Ils ont souligné que les PMA étaient toujours à la traîne dans des domaines tels que la valeur ajoutée, la compétitivité et l'accès aux marchés, et ont mis l'accent sur l'assistance aux PMA dans ces domaines. Ils ont également appelé à centrer l'attention sur l'intégration des petites entreprises, en particulier celles des PMA, dans le courant économique afin de lutter contre l'extrême pauvreté.
49. Il a été recommandé de poursuivre le développement des biens publics mondiaux, dans le but de rendre le commerce plus transparent et d'assister les MPME à cibler les ouvertures de marché. L'ITC a été encouragé à se focaliser sur l'amélioration de l'accès à l'information sur la qualité. Les délégations ont souligné l'importance de la qualité de l'infrastructure et de la fiabilité des produits, dans la mesure où, sans eux, il n'était pas possible d'améliorer les échanges commerciaux. Il a été noté que les programmes et produits de l'ITC, notamment l'outil Global Trade Helpdesk et le facilitateur des règles d'origine, ont concouru à rendre le commerce mondial plus transparent. Toutefois, les délégations ont souligné que trop peu de pays connaissaient les outils de veille économique et commerciale de l'ITC et qu'il fallait redoubler d'efforts pour les faire connaître.
50. Les délégués ont félicité l'ITC pour son approche globale de la fourniture d'une assistance technique liée au commerce. La méthode à succès de l'ITC en matière de collaboration avec les décideurs, les institutions et les entreprises lui permet d'œuvrer efficacement à la promotion d'un développement inclusif et durable. L'ITC a été appelé à fournir davantage de soutien sur des questions transversales telles que la gestion de la qualité et, en intervenant à divers niveaux, à soutenir les MPME afin qu'elles s'épanouissent pleinement sur le marché mondial.
51. Les délégations ont souligné les effets positifs des interventions de l'ITC sur les stratégies d'exportation dans leurs pays et la manière dont ces efforts se traduisaient par une appropriation locale.
52. Abordant les mesures non-tarifaires (MNT), les délégués ont remercié et apprécié l'ITC pour son assistance dans les enquêtes sur les MNT. Ils ont déclaré qu'il était important de déterminer les MNT en place et par conséquent des demandes de soutien ont été formulées à cet effet.

53. Le commerce en ligne a été reconnu comme un outil important pour soutenir la mise en œuvre de l'AfCFTA, en particulier par l'établissement d'un observatoire du commerce en ligne à l'intention des opérateurs économiques et des décideurs afin de leur permettre de cibler des ouvertures de marché et de faciliter le suivi de la mise en œuvre de l'AfCFTA. Il a été demandé à l'ITC d'envisager un soutien dans ce domaine.
54. L'ITC a été reconnu pour son expertise en matière de renforcement des capacités institutionnelles : les pays ont trouvé cette expertise utile pour l'amélioration des capacités institutionnelles de leurs institutions respectives d'appui au commerce et à l'investissement (IACI). Les délégations ont souligné que la mise en place de telles capacités était importante pour accroître la performance et l'efficacité des IACI. L'ITC a été encouragé à poursuivre son excellente démarche dans ce domaine.
55. Les MPME ont été reconnues comme des agents de développement et un moteur de la création d'emplois. Par conséquent, les pays ont jugé important d'accompagner les MPME pour leur plein épanouissement sur le marché mondial et pour qu'elles tirent parti des ouvertures offertes par le système commercial multilatéral. Pour y parvenir, les pays ont recommandé de s'engager dans davantage de partenariats public-privé (PPP), afin d'améliorer la compétitivité et d'obtenir de meilleurs résultats sur le marché pour les MPME. Les délégués ont également souligné l'importance de soutenir le développement de la chaîne de valeur, notant que ce soutien devrait commencer par l'analyse de la chaîne de valeur afin de cibler les ouvertures de marché et déceler les obstacles commerciaux. Le soutien continu aux MPME afin qu'elles ajoutent de la valeur à leurs produits, qu'elles améliorent leur image de marque et leurs emballages a été mis en évidence ainsi que et l'amélioration des liens avec les marchés. Certains délégués ont indiqué que la Foire Internationale de l'Importation de Chine 2019 (CIIE) était une occasion de le faire.
56. Les délégués ont exprimé leur soutien pour les interventions de l'ITC dans le secteur agricole, en particulier dans les pays des Caraïbes. Ils ont approuvé la participation de l'ITC à l'activation de la compétitivité dans le secteur, notant que la décision de l'ITC de collaborer avec des partenaires locaux et régionaux avait concouru à son succès. En outre, la démarche de l'ITC visant à améliorer la compétitivité en améliorant les liens de marché, les performances et la qualité de la production ainsi qu'en renforçant la coordination régionale a été saluée.
57. Les délégués ont souligné l'utilité de l'initiative du commerce pour le bien de tous (Trade Impact For Good) dans les relations commerciales Sud-Sud. Ils ont reconnu que les pays du Sud disposent d'un potentiel et donc encouragé l'ITC à continuer de soutenir les efforts visant à créer des réseaux d'entreprise dans ces pays.
58. L'importance de la lutte contre le changement climatique a été rappelée. En effet, les délégués ont souligné que l'économie verte était essentielle. Par exemple, le Danemark a déclaré que son gouvernement accordait une grande importance au changement climatique et espérait donc que des organisations telles que l'ITC mènerait avec succès des interventions allant dans le sens des efforts d'atténuation. Il a été conseillé à l'ITC d'accroître la résistance aux changements climatiques dans les chaînes de valeur des MPME par le biais desquelles la croissance verte pourrait être encouragée.
59. Investir dans l'autonomisation économique des femmes a été reconnu comme une intervention catalytique importante pour le développement et les délégués ont fermement appuyé les interventions de l'ITC dans le cadre du programme SheTrades. Il a été noté que l'inclusion économique des femmes conduisait à des sociétés plus justes et équitables. L'ITC a été encouragé à intégrer dans la conception de ses projets des indicateurs permettant une analyse de données selon le genre. L'initiative SheTrades a été saluée car elle a été reconnue comme un mécanisme offrant des ouvertures

économiques aux femmes en reliant leurs entreprises aux acheteurs internationaux. Des pays ont exprimé le besoin du lancement au niveau national de l'initiative SheTrades. À titre illustratif, Trinité-et-Tobago, la Jamaïque, les Philippines et la Mongolie attendent avec impatience le lancement national.

60. À l'instar des efforts en faveur de l'autonomisation économique des femmes, l'accent a été mis sur le soutien à l'entrepreneuriat des jeunes. Il a été conseillé à l'ITC de déployer des efforts considérables pour renforcer les capacités des jeunes africains par le biais de l'AfCFTA.
61. Les délégués ont exhorté l'ITC à continuer d'approfondir ses rapports sur l'intégration des efforts en matière d'égalité des sexes, de jeunesse et de durabilité du climat. Ce faisant, les pays espéraient voir davantage de rapports qualitatifs axés sur l'impact tangible et un examen plus approfondi des résultats quantitatifs. Il a également été conseillé à l'ITC de veiller en permanence à ce que son soutien corresponde aux besoins et demandes réels des pays bénéficiaires. Les délégués ont affirmé que les projets de l'ITC devraient être adaptés aux plans de développement nationaux et aux objectifs de développement des Nations Unies à l'horizon 2030, respectivement.
62. L'ITC a été encouragé à mobiliser des fonds en dehors de ses propres programmes et projets. Les bailleurs de fonds ont suggéré que l'utilisation de fonds provenant de diverses sources, privées et publiques, aux niveaux national et régional, ait un impact sur les activités d'autres acteurs du commerce et du développement. Au sein du système des Nations Unies, le plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (UNDAF) était considéré comme un outil important.
63. De même, les délégués ont exhorté l'ITC à poursuivre son engagement par le biais de partenariats. Adopter une telle approche pour ses projets aurait pour effet un plus grand impact et une augmentation des financements pour améliorer ses interventions et redimensionner les projets, avec la durabilité en toile de fond. En outre, le leadership éclairé de l'ITC et sa contribution aux dialogues sur les politiques ont été salués.
64. Les efforts de l'ITC visant à assurer la durabilité des résultats à long terme et à examiner les moyens de favoriser l'appropriation locale ont été appréciés. Dans le même but, l'ITC devrait continuer à développer son cadre de gestion des risques et à prendre systématiquement en compte les risques liés à l'appropriation par les pays en intégrant cet aspect dans sa démarche de gestion des risques lors de la planification et de la mise en œuvre des interventions dans les pays. En outre, un délégué a suggéré qu'une réduction des risques attire des sources de financement mixtes et à long terme, ce qui permettrait à l'ITC de diversifier davantage ses financements.

But en faveur du commerce – l'emploi des jeunes grâce au sport

Déclaration du Ministre du Commerce de la République de Guinée

65. S.E. M. Boubacar Barry, Ministre du Commerce de la République de Guinée, a ouvert son propos par un exposé général sur l'économie de la Guinée. Il a ajouté que la mauvaise performance économique due aux diverses crises avait favorisé la migration clandestine des jeunes. En réponse, le gouvernement guinéen a pris des mesures ; l'un des principaux domaines d'intervention étant la création d'emplois.

66. À cet égard, l'ITC soutient la Guinée avec le projet INTEGRA qui vise à : promouvoir les ouvertures économiques pour les jeunes, soutenir leur accès à de meilleures possibilités d'emploi après une formation professionnelle et soutenir le développement et le financement d'entreprises et de coopératives. En outre, le Gouvernement guinéen a mis la Maison des Jeunes de Boffa à la disposition de l'ITC pour l'établissement d'un incubateur d'entreprises pour ses jeunes, afin de promouvoir la création d'emplois via l'entrepreneuriat des jeunes. Le ministre Barry a expliqué que l'incubateur d'entreprises de Boffa sera reproduit dans tout le pays à la suite d'un projet pilote réussi.
67. En Guinée, le sport (notamment le football) est un puissant moyen de communication avec les jeunes. Le ministre a indiqué que l'incubateur d'entreprises de Boffa se servira du sport pour susciter l'intérêt des jeunes guinéens et sensibiliser aux valeurs éducatives et à la migration.
68. En conclusion, M. Barry a remercié la Fondation de l'UEFA pour l'enfance et son secrétaire général pour s'être rendus à Boffa afin de définir des domaines de collaboration. Il a souligné que l'ITC et la Fondation de l'UEFA pour l'enfance pourront compter sur le soutien du ministère du Commerce.

Allocution du Secrétaire Général de la Fondation UEFA pour l'enfance

69. M. Urs Kluser, Secrétaire Général de la Fondation de l'UEFA pour l'enfance, a remercié Arancha González pour son invitation, notant qu'il était honoré d'être présent et de pouvoir signer le protocole d'accord.
70. La Fondation UEFA pour l'enfance vise à toucher les communautés vulnérables et précaires. Elle se sert du sport pour inspirer les jeunes et leur enseigne des valeurs sociales essentielles, notamment la discipline, le travail d'équipe et le respect des autres. M. Kluser a noté que, tout au long de leur travail, ils ont compris que l'employabilité était importante pour les jeunes. Leur fournir des compétences et des ouvertures est essentiel pour les empêcher de tomber dans le crime ou de participer à la migration clandestine en masse.
71. La Guinée a été reconnue comme un pays idéal pour le lancement d'un projet pilote. À cet égard, la Fondation de l'UEFA pour l'enfance va commencer certaines activités dans le cadre du projet INTEGRA en place à Boffa. M. Kluser a souligné que l'organisation avait été encouragée par le fonctionnement observé jusqu'à présent, notamment par l'engagement du gouvernement guinéen. Il a ajouté que dans un proche avenir, ils devaient également se rendre en Gambie pour évaluer le potentiel de collaboration.
72. En conclusion, M. Kluser a déclaré qu'avec le soutien de l'ITC, il espérait que la Fondation de l'UEFA pour l'enfance fasse ses premiers pas au début de l'année prochaine pour rendre ces interventions opérationnelles.

Présentation du Rapport de synthèse de l'évaluation annuelle 2019

73. M. Miguel Jiménez Pont, Chef de l'Unité d'évaluation indépendante (IEU), a présenté le Rapport de synthèse de l'évaluation annuelle de l'ITC 2019 (AESR). Le rapport présentait les points d'apprentissage importants décelés par les évaluations menées au cours de

l'année écoulée et a éclairé un débat sur la manière d'améliorer les performances de l'ITC en matière de développement durable grâce à une assistance technique liée au commerce.

74. En ce qui concerne le thème d'apprentissage clé de cette année, le Rapport de synthèse de l'évaluation annuelle de l'ITC 2019 a abordé la question de la complexité. M. Jiménez Pont a souligné que le Programme de développement des Nations Unies à l'horizon 2030 avait accru les attentes en matière d'évaluation et que la complexité et les liens entre les objectifs de développement durable posaient un défi sans précédent à la communauté de l'évaluation. Il a expliqué que les objectifs de développement durable ne constituaient pas un système hiérarchique et que, pour comprendre leurs interactions, il fallait une approche innovante. En tant que tel, le thème de la «complexité» s'appuie sur cette évolution et l'Unité d'évaluation indépendante a appliqué le critère des synergies pour effectuer l'analyse du Rapport de synthèse de l'évaluation 2019.
75. Les interventions de l'ITC sont de plus en plus complexes car l'organisation fait partie des nombreux acteurs œuvrant dans les écosystèmes où ses projets sont réalisés. M. Jiménez Pont a souligné que lorsqu'il appliquait le nouveau critère de synergie, l'ITC semblait être en avance concernant son adaptation aux exigences de complexité.
76. En ce qui concerne les enseignements tirés, il a déclaré que les recommandations de haut niveau du rapport étaient axées sur le renforcement des mécanismes de contrôle, d'évaluation et de mesure des interventions. Le rapport proposait également que des systèmes soient mis en place pour garantir que les interventions de l'ITC s'attaquent aux problèmes de complexité afin d'obtenir des résultats. Il a ajouté qu'avec l'introduction de la question de la complexité dans l'analyse, l'ITC espérait passer d'une approche axée sur les projets à un processus d'ajustement constant, de flexibilité et d'interaction à long terme avec les parties prenantes.

Session de clôture

Résumé de la Présidente

77. Pour terminer, l'Ambassadrice Hakala a remercié les participants et les orateurs pour leurs contributions à la 53^{ème} session du Groupe consultatif commun.
78. Elle a souligné que la séance du matin rappelait les défis du commerce mondial et relevé l'importance de veiller à ce que le commerce continue de favoriser la croissance durable, le développement, la création d'emplois et la réduction de la pauvreté. Elle a également présenté un résumé des messages clés et des conclusions des interventions des orateurs invités, ainsi que des domaines dans lesquels l'ITC, la CNUCED et l'OMC facilitent collectivement la tâche des entreprises.
79. L'Ambassadrice Hakala a résumé les points de vue des orateurs invités sur la manière de tirer parti de la contribution du commerce à la transformation structurelle en Afrique orientale et australe, en Afrique occidentale et au Myanmar. S.E. Mme Kapwepwe a souligné l'importance du développement du capital humain, des améliorations pratiques des procédures douanières, de l'infrastructure matérielle et du respect des normes de santé et de sécurité pour renforcer l'intégration économique régionale. M. Traoré a quant à lui mis en lumière la nécessité de tirer parti de la zone de libre-échange continentale africaine pour accroître la valeur ajoutée du commerce intra-africain. S. E. M. Htoo a rendu

compte des efforts déployés par son pays pour utiliser les réformes commerciales en vue de favoriser la transformation socio-économique et a fourni des exemples de la coopération entre le Myanmar et l'ITC dans divers secteurs.

80. L'Ambassadrice Hakala a ajouté que les membres conservaient un enthousiasme permanent à propos de leur travail auprès de l'ITC. Ils ont loué l'efficacité des efforts déployés par l'ITC pour accroître la compétitivité des MPME et ont fourni des exemples concrets de la collaboration de l'ITC avec les pays bénéficiaires respectifs, en mettant particulièrement l'accent sur les avantages tirés des outils de veille économique et commerciale de l'ITC. Elle a également souligné le fait qu'un certain nombre de délégations ont exprimé le souhait de lancer l'initiative SheTrades au niveau national.
81. Le coordinateur du groupe de donateurs a félicité l'ITC pour ses efforts visant à renforcer ses capacités commerciales et à réduire ses coûts commerciaux pour les petites entreprises, et a loué la portée des événements de l'ITC ainsi que sa présence dans les médias. Les bailleurs de fonds ont également exprimé leur satisfaction quant à la manière dont l'ITC exploite ses ressources financières.
82. L'ambassadrice a déclaré que l'ITC tirait parti de partenariats innovants pour faire impact, comme l'illustre la conclusion d'un accord entre l'organisation et la Fondation de l'UEFA pour l'enfance. À sa 53^{ème} session, le Groupe consultatif commun a confirmé que l'ITC est une organisation qui tire des enseignements de ses interventions et collabore avec les parties prenantes pour promouvoir un développement inclusif et durable. L'organisation continue d'innover pour faire du commerce vertueux une réalité.

Discours de clôture de la Directrice exécutive

83. Mme González a remercié tous les orateurs et les délégations pour leurs commentaires, leurs questions, leurs observations et leur confiance. Elle a également exprimé son appréciation pour leurs divers exemples qui prouvent que l'ITC ne génère pas seulement des résultats mais a également un réel impact. Elle a demandé aux bénéficiaires de continuer à partager leurs expériences afin que l'ITC puisse mieux saisir leurs points de vue sur les interventions qui réussissent, ainsi que sur l'impact qui en résulte.
84. Mme González a répondu aux questions des délégations concernant : l'inclusion, l'évaluation, et l'élargissement à plus grande échelle.
85. Elle a souligné que l'ITC avait pour objectif d'inclure la durabilité dans tous ses projets et d'élargir son empreinte au moyen d'initiatives spécifiques pour soutenir l'adaptation et l'atténuation des changements climatiques. L'ITC a mis en place un certain nombre de pôles pour le commerce et le développement durable au Kenya, en République démocratique populaire lao, au Viet Nam et au Pérou. Mme González a confirmé que l'ITC prévoyait également d'inclure davantage les questions de parité hommes-femmes dans tous ses projets et a expliqué comment elle entendait renforcer l'empreinte de l'ITC dans ces deux domaines à l'automne.
86. En ce qui concerne le Rapport de synthèse de l'évaluation annuelle de l'ITC 2019, Mme González a affirmé que l'ITC était prêt à tenir une session spécifique au Comité consultatif du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC (CCITF) sur l'évaluation, afin de répondre aux demandes supplémentaires.

87. L'ITC mobilise des fonds auprès des sources des guichets 1 et 2, ainsi qu'auprès d'autres mécanismes tels que : le Cadre intégré renforcé (EIF), l'Aide pour le commerce des États arabes et le groupe interinstitutions des Nations Unies sur le commerce et les capacités de production. Elle a également souligné que l'ITC mobilisait des ressources supplémentaires pour ses bénéficiaires en incitant d'autres organisations à mettre en œuvre des projets s'appuyant sur les interventions de l'ITC.
88. Mme González a révélé que l'ITC renforçait ses mécanismes et ses cadres de gestion des risques. Elle a ajouté que, si le siège de l'ITC est basé à Genève, l'organisation est également représentée par du personnel travaillant dans des bureaux extérieurs dans le monde entier, dans le but de créer « un ITC unique ».

Le Centre du commerce international (ITC) est l'agence
conjointe de l'Organisation mondiale du commerce
et des Nations Unies.

Siège : ITC
54-56, rue de Montbrillant
1202 Genève, Suisse

Adresse postale : ITC
Palais des Nations
1211 Genève 10, Suisse

Téléphone : +41-22 730 0111

Fax : +41-22 733 4439

E-mail : itcreg@intracen.org

Internet : <http://www.intracen.org>

Imprimé par le service d'impression numérique de l'ITC sur papier
FSC, qui est un papier écologique (sans chlore) ; à l'aide d'encre à
base de végétaux. L'imprimé est recyclable.

